

tances critiques nationales, je crois pouvoir parler au nom des membres de notre groupe en disant que nous sommes parfaitement disposés à suivre le conseil du premier ministre, à condition que la prochaine session commence vers la fin de janvier. Si elle doit commencer plus tard, il serait évidemment injudicieux d'étendre l'application de la loi.

Nous sommes prêts à collaborer avec le premier ministre et à conférer fréquemment avec lui afin d'arriver à des décisions propres à nous faire expédier les travaux et abattre la besogne le plus expéditivement possible, sans préjudice toutefois du soin qu'il convient d'y apporter.

A l'appel de l'ordre du jour.

M. KNOWLES: Je demanderais au premier ministre si, en nous donnant tout à l'heure la liste des autres bills que nous aurons à étudier, il a oublié que le ministre de la Santé nationale et du bien-être social (M. Claxton) nous a promis de présenter une mesure sur les pensions de vieillesse. C'est une promesse qu'il a faite le 24 juin dernier, comme en font foi les *Débats*.

Le très hon. MACKENZIE KING: J'aimerais tout d'abord voir un peu ce qui a été promis; peut-être en toucherai-je alors un mot, un peu plus tard, à mon honorable ami.

M. RODNEY ADAMSON (York-Ouest): Vu la déclaration que le premier ministre a formulée au début de la séance, le Gouvernement a-t-il l'intention de présenter un projet de résolution fondé sur le rapport que le comité du Règlement a déposé plus tôt au cours de la session ou se propose-t-il de convoquer de nouveau ce comité?

Le très hon. MACKENZIE KING: Pour activer les travaux de la Chambre, j'estime qu'il vaudrait mieux aborder le programme législatif que j'ai annoncé cet après-midi et remettre à plus tard l'étude du rapport présenté par le comité du Règlement.

LE LOGEMENT

LES ANCIENS COMBATTANTS—PRÉTENDUES IRRÉGULARITÉS—ENQUÊTE DE LA ROYALE GENDARMERIE À CHEVAL

A l'appel de l'ordre du jour.

M. J. A. ROSS (Souris): Je pose au ministre des Affaires des anciens combattants une question que m'inspire une nouvelle parue ce matin dans les journaux au sujet d'un prétendu marché clandestin mis à jour à Montréal par la Royale gendarmerie à cheval du Canada et concernant la vente de maisons construites à l'usage des ex-militaires, sous l'empire de la loi sur les terres destinées aux anciens combattants, à Boucherville, rive droite

du St-Laurent, à l'ouest de Montréal. L'article s'intitule: "Certains ex-militaires auraient payé des maisons \$4,000 en supplément." Le ministre me dira-t-il si la nouvelle est fondée?

L'hon. IAN A. MACKENZIE (ministre des Affaires des anciens combattants): Je n'ai pas reçu d'avis de la question. J'ai vu la nouvelle dans les journaux du matin. Je puis apprendre à l'honorable député qu'on m'a mis au courant de l'affaire en janvier dernier, avant mon départ pour Winnipeg. J'ai ordonné sur-le-champ à la Royale gendarmerie à cheval d'entreprendre une enquête sans délai. Je n'ai pas encore reçu le rapport définitif. Si l'on découvre une irrégularité quelconque, nous en saisirons promptement les tribunaux.

M. ROSS (Souris): Mais le ministre a reçu des rapports à cet égard?

L'hon. M. MACKENZIE: On nous a signalé des irrégularités, mais nous ne possédons pas le rapport définitif.

LE BLÉ

NÉGOCIATIONS ENTRE LES GOUVERNEMENTS BRITANNIQUE ET CANADIEN

A l'appel de l'ordre du jour.

M. JOHN BRACKEN (chef de l'opposition): J'aimerais poser une question au ministre du Commerce. Peut-il dire à la Chambre où en sont les négociations entre les gouvernements britannique et canadien concernant la vente de notre blé?

L'hon. J. A. MacKINNON (ministre du Commerce): L'honorable député de Melfort (M. Wright) m'a fait tenir une question analogue à celle du chef de l'opposition. Je n'ai rien à ajouter à la déclaration que j'ai formulée à la Chambre récemment. Le retard est parfaitement normal, puisque les entretiens sont simplement remis.

LE RAPPORT DE LA COMMISSION DU BLÉ POUR 1943-1944—QUESTION SUR SON RENVOI À UN COMITÉ

A l'appel de l'ordre du jour.

M. T. J. BENTLEY (Swift-Current): Je désire poser, au ministre du Commerce, une question dont je lui ai donné avis. Le Gouvernement se propose-t-il de renvoyer le rapport de la commission du blé pour 1943-1944 au comité de l'agriculture, durant la présente session?

L'hon. J. A. MacKINNON (ministre du Commerce): On n'a pas songé à confier l'étude du rapport de la commission du blé pour 1943-1944 au comité de l'agriculture, mais je ne m'y opposerais pas. Je suis disposé à le faire, si les honorables députés le désirent. Je ne suis pas bien au courant de la méthode, mais je crois savoir qu'il suffit qu'un ou plu-